



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 juillet 2021  
Français  
Original : anglais/espagnol

**Soixante-seizième session**  
Point 101 bb) de la liste préliminaire\*  
**Désarmement général et complet**

## **Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

On trouvera dans le présent rapport un exposé des vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires.

\* [A/76/50](#).



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Réponses reçues des gouvernements . . . . .	3
Botswana . . . . .	3
Cuba . . . . .	5
Inde . . . . .	7
Mexique . . . . .	9
Venezuela (République bolivarienne du) . . . . .	11

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 75/45 sur le suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013, l'Assemblée générale a :

a) souligné l'appui vigoureux, exprimé à la réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire qu'elle avait tenue le 26 septembre 2013, en faveur de l'adoption urgente de mesures efficaces visant l'élimination totale des armes nucléaires (par. 1) ;

b) demandé que soient respectés sans attendre les obligations juridiques et les engagements pris en matière de désarmement nucléaire et s'est associée aux nombreuses voix qui s'étaient exprimées à la réunion de haut niveau en faveur d'une convention globale sur les armes nucléaires (par. 2 et 3) ;

c) demandé que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire visant à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires et, notamment, de la mise au point d'une convention globale sur les armes nucléaires (par. 4) ;

d) prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires, et de lui présenter à sa soixante-seizième session un rapport à ce sujet qu'il transmettrait également à la Conférence du désarmement (par. 13).

2. Comme suite à cette demande, une note verbale a été adressée aux États Membres le 18 février 2021, les invitant à communiquer des informations à ce sujet. Les réponses reçues sont présentées dans la section II ci-après. Les réponses reçues après le 31 mai 2021 seront publiées sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement, dans la langue de l'original. Aucun additif ne sera publié.

## II. Réponses reçues des gouvernements

### Botswana

[Original : anglais]

[31 mai 2021]

Le Botswana continue sans faille de défendre l'interdiction des armes nucléaires et a ratifié le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui a été adopté en juillet 2017. Ce traité représente une avancée capitale vers l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Le Botswana a affirmé son engagement en faveur de l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire au service du développement économique en adhérant au Traité de Pelindaba, proclamant l'Afrique zone exempte d'armes nucléaires. L'instauration de zones exemptes d'armes nucléaires est une étape importante à l'appui du renforcement du régime de non-prolifération, de la promotion de la coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, du désarmement complet et du renforcement de la paix et de la sécurité régionales.

Si l'application des dispositions du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique reste subordonnée aux principes de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États parties, l'Afrique a cherché, par cet instrument, à faire en

sorte qu'aucun pays du continent ne mette au point, ne produise, ne teste ni n'acquière d'armes nucléaires par quelque moyen, ni n'en permette le stationnement sur son territoire.

Le désarmement vise l'élimination de catégories entières de systèmes d'armes. La prolifération des armes de destruction massive constitue une grave menace pour la sécurité internationale ; c'est pourquoi le Botswana soutient les efforts visant à promouvoir et à favoriser la mise en œuvre des processus internationaux relatifs au désarmement et à la lutte contre la prolifération de ces armes.

En application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, les États Membres sont tenus de s'abstenir d'apporter une forme d'aide quelconque à des acteurs non étatiques qui tentent de se procurer des armes de destruction massive. Ils sont également tenus d'étoffer leur législation pénale et de resserrer la coopération internationale en vue de prévenir la prolifération de telles armes. Le Botswana a promulgué plusieurs instruments nationaux afin d'honorer lesdites obligations et de se conformer aux dispositions prévues par les traités cités ci-après.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires vise à prévenir la propagation des armes et des technologies nucléaires, à promouvoir la coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à favoriser les progrès faits vers l'objectif du désarmement nucléaire. Ce traité, unique instrument multilatéral contraignant par lequel les États dotés d'armes nucléaires se sont engagés en faveur de l'objectif du désarmement, prévoit un système de garanties nucléaires relevant de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

En application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les cinq États officiellement dotés de l'arme nucléaire s'abstiennent de transférer des armes nucléaires, d'autres dispositifs explosifs nucléaires ou technologies connexes, à des États qui n'en sont pas dotés. Les États parties non dotés de l'arme nucléaire, quant à eux, sont tenus de ne pas acquérir ni fabriquer d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

Les États non dotés de l'arme nucléaire sont également tenus d'accepter les garanties mises en place afin d'empêcher que des matière nucléaires soient détournées de leurs utilisations pacifiques, par exemple la production d'énergie, vers la fabrication d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, conformément aux accords de garantie conclus à titre individuel entre chacun de ces États et l'AIEA. Dans le cadre de ces accords de garanties, toutes les matières nucléaires des installations civiles où sont menées des activités à des fins pacifiques placées sous la juridiction des États doivent être déclarées à l'AIEA, qui peut accéder régulièrement auxdites installations pour y procéder à des visites de suivi et à des inspections.

#### *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires*

Le Botswana a ratifié le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires le 15 juillet 2020, faisant ainsi montre de son ferme attachement au programme de désarmement à l'échelle mondiale. Comme bien d'autres États Membres de l'Organisation, le Botswana estime que l'élimination totale des armes nucléaires est la voie à suivre pour promouvoir la paix et la sécurité mondiale, renforcer le régime de non-prolifération et exploiter la technologie nucléaire au service du développement pacifique.

Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui vise à prévenir et à interdire les essais nucléaires partout dans le monde, entrera en vigueur quand tous les États qui y sont partie l'auront ratifié. Afin d'atteindre cet objectif, les États Membres doivent œuvrer sans relâche pour susciter la volonté politique nécessaire au renforcement de la confiance aux niveaux régional et international.

Au-delà des considérations humanitaires, le désarmement nucléaire des États dotés d'armes nucléaires est une condition indispensable de la paix et de la sécurité internationale, mais aussi de la stabilité du monde, le régime instauré par le Traité sur la non-prolifération devant être préservé en ce qu'il constitue l'un des principaux piliers des relations internationales. Les armes nucléaires ne doivent pas proliférer au-delà du niveau atteint au moment de la signature du Traité, sans quoi les relations internationales s'en trouveront déstabilisées et compromises, en même temps que la paix et la sécurité internationales.

Le Botswana soutient la recherche-développement dans le domaine de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, conformément au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, auquel il est partie depuis 1969, et estime que le développement de l'énergie nucléaire doit se faire dans le respect du cadre et des protocoles définis par l'AIEA. Il importe donc, à titre prioritaire, que tous les États parties au Traité sur la non-prolifération respectent pleinement les obligations qui leur sont faites et les garanties souscrites, ainsi que les protocoles additionnels au Traité.

Conformément à l'article VI du Traité sur la non-prolifération, tous les pays doivent promouvoir l'exploitation pacifique de l'énergie nucléaire et coopérer à cet effet, tout en œuvrant dans le même temps au désarmement nucléaire complet.

En adoptant la résolution 68/32 de l'Assemblée générale, les États Membres de l'Organisation ont réaffirmé leur attachement à l'objectif ultime qu'est l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Au fil du temps, le Botswana a démontré son engagement en faveur du désarmement nucléaire en adhérant, notamment, au Traité sur la non-prolifération, au protocole additionnel à l'accord de garanties généralisées, au Traité de Pelindaba et au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qu'il a récemment ratifié. Il a en outre récemment promulgué la loi relative à l'interdiction des armes nucléaires (2018), prévoyant la mise en application au niveau national des dispositions du Traité sur la non-prolifération. Le Botswana a systématiquement apporté son appui aux résolutions de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire et aux autres efforts visant à promouvoir la paix et la sécurité internationales.

Le Botswana soutient la recherche-développement sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, dans le respect des dispositions du Traité sur la non-prolifération. Conformément à l'article VI dudit Traité, tous les pays doivent promouvoir l'exploitation pacifique de l'énergie nucléaire et coopérer à cet effet, tout en œuvrant dans le même temps au désarmement nucléaire complet. Le Botswana estime que le développement de l'énergie nucléaire doit se faire dans le respect du cadre et des protocoles définis par l'AIEA.

## Cuba

[Original : espagnol]  
[20 mai 2021]

De l'avis de Cuba, le désarmement nucléaire reste encore la priorité absolue dans le domaine du désarmement. L'élimination totale, vérifiable, transparente et irréversible des armes nucléaires est le seul moyen de garantir que l'humanité n'aura plus jamais à subir les terribles conséquences de leur emploi, et il s'agit dès lors d'une aspiration légitime de la communauté internationale.

Preuve de l'importance qu'elle attache à l'objectif du désarmement nucléaire, Cuba est fière d'appartenir à la première zone densément peuplée du monde à avoir été déclarée zone exempte d'armes nucléaires en vertu du Traité visant l'interdiction

des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) ainsi qu'à la première région à s'être déclarée zone de paix, et d'être un membre actif du Mouvement des pays non alignés, qui a soutenu la création de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, célébrée chaque 26 septembre.

Cuba a l'honneur d'avoir adhéré au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires le jour même de son ouverture à la signature et d'avoir été le cinquième État à le ratifier.

Cuba accueille avec satisfaction l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Contrairement à ce qu'affirment certains États dotés d'armes nucléaires, ce Traité contribue de fait au désarmement général et complet et au maintien de la paix et de la sécurité internationale, en créant une nouvelle norme de droit international interdisant catégoriquement les armes nucléaires, en toutes circonstances, et en proposant un cadre solide et juridiquement contraignant aux fins de la destruction et de l'élimination totale de ces armes. Les armes nucléaires ne sont pas seulement inhumaines, immorales et éthiquement indéfendables ; elles sont aussi illégales.

En toute cohérence avec sa ferme opposition aux essais nucléaires de tous types, Cuba a déposé l'instrument de ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui n'est pas encore entré en vigueur.

Cuba se félicite des manifestations qui ont été organisées à tous les niveaux et des efforts faits par la communauté internationale en vue de promouvoir un monde exempt d'armes nucléaires.

Dans le cadre de l'entreprise commune visant à éliminer les armes nucléaires, il est également très important que les résolutions de l'Assemblée générale relatives au suivi de la réunion de haut niveau de 2013 (à savoir les résolutions [68/32](#), [69/58](#), [70/34](#), [71/71](#), [72/251](#), [73/40](#), [74/54](#) et [75/45](#)) soient pleinement appliquées.

Cuba, qui prône le désarmement général et complet et a fait du rejet des armes nucléaires, de leur prolifération et de leur emploi un principe de politique extérieur établi dans sa Constitution, continuera de défendre le désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires dans le cadre des réunions et négociations relatives au désarmement. Elle continuera à soutenir les activités organisées à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, tous les 26 septembre, et à y participer, comme l'a réaffirmé le Président, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, lorsqu'il s'est exprimé à la réunion de haut niveau tenue le 26 septembre 2018.

En 2020, en raison des mesures adoptées face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la réunion de haut niveau a été organisée selon un format hybride et a rassemblé davantage de participants que les années antérieures. Cela témoigne de l'intérêt que suscite l'objectif du désarmement nucléaire, dans un contexte international rendu précaire par le développement de nouveaux systèmes d'armes nucléaires, la modernisation des forces et arsenaux existants, le renforcement de la place donnée à ces armes dans les doctrines militaires de défense et de sécurité des États qui en sont dotés et le mépris des engagements en matière de désarmement et de maîtrise des armements.

Nous invitons instamment les entités des Nations Unies, les gouvernements, les parlements et la société civile à en faire plus chaque année pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires et mobiliser la communauté internationale en vue de parvenir à l'objectif du désarmement nucléaire.

Le Gouvernement cubain soutient l'organisation d'activités d'éducation, de vulgarisation et de sensibilisation, la création d'espaces de débat et la tenue de conférences spécialisées avec les milieux étudiants et universitaires ; il contribue à la conception et à l'exécution, dans les universités du pays, d'exercice de simulation des Nations Unies, dont ceux qui intéressent le désarmement nucléaire.

Les organisations cubaines de la société civile participent également à la célébration et à la promotion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, notamment en organisant des expositions et des tables rondes sur la menace que les armes nucléaires font peser sur l'humanité et en étudiant et en faisant connaître la pensée du Commandant en chef de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, qui a lutté inlassablement en faveur du désarmement nucléaire. La participation des jeunes est encouragée dans tous les espaces. Il convient de saluer, à cet égard, les travaux de l'Association cubaine des Nations Unies, du Comité des médecins cubains contre les armes nucléaires et de l'Union nationale des juristes cubains.

Les questions de désarmement et de sécurité internationale doivent être traitées dans un cadre multilatéral et les solutions adoptées en concertation, conformément à la Charte des Nations Unies.

## Inde

[Original : anglais]  
[18 mai 2021]

L'Inde a soutenu la résolution [75/45](#) présentée par le Mouvement des pays non alignés dans laquelle l'Assemblée générale demandait que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire visant à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires et, notamment, de la mise au point d'une convention globale sur les armes nucléaires.

L'Inde agit en toute responsabilité en tant qu'État doté de l'arme nucléaire. Elle se tient à sa politique crédible de dissuasion minimale, reposant sur le principe de non-recours en premier aux armes nucléaires et de non-emploi d'armes nucléaires contre des États qui n'en sont pas dotés. L'Inde estime qu'il est possible d'atteindre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires par l'intermédiaire d'un processus progressif adossé à un engagement universel et à un cadre multilatéral global convenu, vérifiable et non discriminatoire.

La communauté internationale sait depuis bien longtemps que les armes nucléaires représentent le plus haut péril pour l'humanité. Toutes les nations seraient plus en sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires ; il importe donc au plus haut point de faire davantage d'efforts résolus pour faire émerger un consensus et atteindre l'objectif du désarmement nucléaire. L'Inde s'emploie de longue date à contribuer aux efforts multilatéraux déployés en faveur de l'« option zéro » ; dans son document de travail ([CD/1816](#)) intitulé « Désarmement nucléaire », elle a détaillé concrètement les différents aspects de ce processus progressif :

- Réaffirmation de l'engagement sans équivoque pris par tous les États dotés de l'arme nucléaire d'atteindre l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires
- Réduction de l'importance des armes nucléaires dans les doctrines de sécurité
- Adoption, par les États dotés d'armes nucléaires, de mesures visant à réduire les risques nucléaires, dont les risques de guerre nucléaire accidentelle, et notamment levée de l'état d'alerte nucléaire, afin de prévenir l'emploi involontaire ou accidentel d'armes nucléaires

- Négociation par les États dotés de l'arme nucléaire d'un accord global prévoyant le non-recours en premier aux armes nucléaires
- Négociation d'un accord universel et juridiquement contraignant prévoyant le non-recours aux armes nucléaires contre des États qui n'en sont pas dotés
- Négociation d'une convention sur l'interdiction complète de l'emploi ou de la menace d'emploi d'armes nucléaires
- Négociation d'une convention sur les armes nucléaires interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi d'armes nucléaires, et prévoyant la destruction de celles-ci, en vue de parvenir à éliminer les armes nucléaires de manière globale, non discriminatoire et vérifiable, selon un calendrier précis.

L'Inde reconnaît une grande importance à la Conférence du désarmement, unique instance multilatérale de négociation en matière de désarmement dans le monde, comme énoncé dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et réaffirmé par l'Assemblée dans sa résolution [75/83](#). Elle est favorable à l'ouverture immédiate, dans le cadre de la Conférence du désarmement, de négociations relatives à un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, sur la base du document [CD/1299](#) et du mandat qui y est énoncé, lesquels constituent toujours le meilleur point de départ de telles négociations. La sécurité dans l'espace extra-atmosphérique est une question d'importance primordiale et l'Inde est favorable à l'ouverture rapide, dans le cadre de la Conférence du désarmement, de négociations relatives à un instrument juridiquement contraignant visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. L'Inde participe activement aux activités du triptyque pour le désarmement (soit la Conférence du désarmement, la Première Commission de l'Assemblée générale et la Commission du désarmement), afin de mettre en évidence les problèmes contemporains qui se posent sur les plans de la paix et de la sécurité mondiale et d'encourager un dialogue multilatéral porteur de résultats concrets.

Dans les résolutions intitulées « Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires » et « Réduction du danger nucléaire », que l'Inde dépose chaque année devant l'Assemblée générale, l'attention de la communauté internationale est appelée sur les questions cruciales et pertinentes ayant trait au désarmement et à la sécurité internationale. Ces résolutions ont toujours bénéficié d'un large soutien de la part des États Membres. L'Inde est pleinement consciente des progrès rapides de la science et des technologies, qui sont porteurs d'immenses avantages pour l'humanité mais posent aussi des problèmes d'ampleur du point de vue de la paix et de la sécurité internationales. Dans la résolution intitulée « Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement », que l'Inde dépose chaque année devant l'Assemblée générale, la communauté internationale est invitée à se concentrer sur ces questions primordiales. Cette résolution est généralement adoptée sans être mise aux voix. L'Inde dépose également chaque année devant l'Assemblée générale la résolution intitulée « Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive », qui est également adoptée sans mise aux voix et dans laquelle elle souligne les risques que suscite la prolifération des armes de destruction massive, notamment les armes nucléaires et leurs vecteurs, aux mains de terroristes, et la nécessité de renforcer la coopération internationale en vue d'éviter cet écueil.



## Mexique

[Original : espagnol]  
[31 mai 2021]

Le Mexique rappelle que l'Organisation des Nations Unies célèbre cette année les 75 ans de la première résolution de l'Assemblée générale, soit la résolution 1 (I) du 24 janvier 1946 relative à la création d'une commission chargée d'examiner les problèmes soulevés par la découverte de l'énergie atomique, preuve que l'impératif du désarmement nucléaire reste un enjeu d'actualité pour l'Organisation.

Dans cette toute première résolution adoptée par l'Assemblée, les États Membres exprimaient leur volonté « d'éliminer, des armements nationaux, les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives ». Pourtant, 75 ans après l'adoption de cette résolution, qui reconnaissait l'importance prioritaire du désarmement au regard de la paix et de la sécurité internationales, compte tenu du risque que l'existence même des armes nucléaires représentait pour l'humanité, l'élimination de ces armes reste une question en souffrance, que l'Organisation doit régler pour atteindre ses buts et objectifs.

Dans ce contexte, il convient de prendre des mesures novatrices et décisives qui conduiront à l'élimination totale des armes nucléaires. Ces mesures de désarmement nucléaire doivent être centrées sur l'humain et tenir compte des liens entre le désarmement nucléaire et les piliers de l'action des Nations Unies. Progresser sur la voie du désarmement nucléaire et de l'élimination totale des armes nucléaires, c'est contribuer à la paix et à la sécurité internationale mais aussi renforcer l'état de droit au niveau international, la protection de l'environnement, le plein exercice des droits humains et la collaboration au service du développement.

Bien que les perspectives et les points de vue divergent en ce qui concerne les moyens d'éliminer les armes nucléaires, certains éléments et mesures peuvent servir et renforcer le régime de non-prolifération et de désarmement nucléaire, indépendamment des approches privilégiées au niveau national. Il convient donc de souligner, d'une part, la place centrale du multilatéralisme dans l'action menée en faveur du désarmement nucléaire, sachant qu'il en va de l'intérêt et de la compétence de tous les membres de la communauté internationale, et sans que cela ne remette en cause l'utilité des initiatives unilatérales, bilatérales ou régionales. D'autre part, il est indispensable de reconnaître que le désarmement nucléaire est une cause commune, qui progresse sur la base d'engagements tangibles et concrets noués dans des conditions de sécurité complexes, dans lesquelles doit se manifester la volonté d'honorer les obligations souscrites. Quand la volonté politique est là, il faut battre le fer tant qu'il est chaud.

Le Mexique estime qu'il importe de continuer à marquer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires par une réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, car cette célébration permet de conserver au désarmement nucléaire une place dans le programme politique des participants à la semaine de haut niveau et d'aborder la question de l'élimination totale des armes nucléaires en plénière plutôt que dans le seul cadre de la Première Commission de l'Assemblée.

À cet égard, il convient de noter que le Mexique a participé, au plus haut niveau possible, à toutes les réunions de haut niveau visant à promouvoir et à commémorer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. À la réunion plénière de haut niveau de 2020, le Ministre mexicain des affaires étrangères, Marcelo Ebrard, a souligné que les armes nucléaires constituaient une menace mondiale et qu'en cas d'explosion, ces armes ne connaîtraient pas de frontières et ne feraient pas

de distinction entre les pays selon leur niveau de développement. Il a également affirmé que la persistance des armes nucléaires était un problème mondial grave, puisque tant que celles-ci existeraient, aucun pays ne pourrait garantir la sécurité de sa population. Le Mexique continue donc de préconiser l'élimination totale des armes nucléaires comme unique moyen d'éviter le risque d'une explosion intentionnelle ou accidentelle. C'est dans cette optique que la communauté internationale doit protéger, renforcer et compléter le régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires.

Le Mexique regrette la grave crise du cadre institutionnel du désarmement reflétée par le document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et l'état de paralysie dans lequel la Conférence du désarmement s'est trouvée pendant plus de vingt ans. Il juge indispensable de convoquer la conférence de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire devant permettre de faire le point sur les progrès accomplis dans ce domaine, telle que prévue par la résolution 75/45 de l'Assemblée générale, afin de redonner une place centrale à l'intérêt commun que représentent les progrès du désarmement nucléaire et d'ouvrir la voie à l'organisation d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée consacrée au désarmement, dans le cadre duquel celle-ci se pencherait notamment sur le dispositif institutionnel établi en 1978.

Le Mexique est d'avis que l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le 22 janvier 2021, est une avancée fondamentale qui contribue à renforcer le régime de désarmement. Il s'en félicite, ainsi que de l'augmentation du nombre d'États qui ont signé ou ratifié ce traité, qui concorde avec l'obligation prévue à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dont il est complémentaire et favorise la pleine application. L'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est un pas de plus vers l'élimination totale des armes nucléaires et complétera d'autres activités prioritaires menées à l'appui du régime de non-prolifération et de désarmement. Elle concourt également à l'avènement durable d'un monde exempt d'armes nucléaires, en garantissant que le désarmement sera irréversible une fois atteinte l'« option zéro ».

Le Mexique souligne l'utilité que revêt le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour le régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires et estime que cet instrument, lorsqu'il entrera en vigueur, servira l'objectif qu'est l'élimination complète des armes nucléaires. Le Mexique s'inquiète donc de constater que 25 ans après avoir été ouvert à la signature, ce traité n'est toujours pas entré en vigueur, en raison du manque de volonté d'une poignée de pays, et invite les États qui ne l'ont pas encore ratifié ou qui n'y ont pas encore adhéré, en particulier ceux qui figurent à l'annexe II, à le faire sans plus tarder.

Le Mexique soutient les initiatives visant à ce que les débats sur les difficultés techniques associées à la vérification du désarmement nucléaire se tiennent de plus en plus systématiquement à l'Agence internationale de l'énergie atomique, étant donné que celle-ci, en tant qu'instance de référence multilatérale principale pour la vérification nucléaire, y compris le désarmement, dispose de l'expertise technique nécessaire, est investie d'un mandat précis et jouit d'une vaste reconnaissance de la communauté internationale.

Le Mexique n'ignore pas que les perspectives et les points de vue divergent en ce qui concerne les moyens de parvenir au désarmement nucléaire. L'approche consistant à mettre au point une convention globale sur les armes nucléaires fait partie des options qui permettraient de faire advenir un monde exempt d'armes de destruction massive et d'en assurer la pérennité. Le Mexique estime qu'une telle convention globale complèterait le cadre normatif existant en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires et devrait prévoir, au minimum, les éléments suivants :

- l'interdiction des armes nucléaires, de manière à garantir l'irréversibilité du désarmement nucléaire ;
- l'interdiction de la détention et de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires ;
- la mise en place d'un mécanisme visant l'élimination des armes nucléaires existantes, selon un calendrier clairement défini ;
- le démantèlement ou la conversion des usines de production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires ;
- un mécanisme de contrôle international visant à garantir le respect des obligations qui découleraient de ladite convention ;
- des dispositifs institutionnels visant à appuyer les objectifs et principes de ladite convention.

Conscient du bien-fondé et de l'importance des principes de transparence, de vérifiabilité et d'irréversibilité du désarmement nucléaire, le Mexique continuera à prendre part activement et résolument aux réunions intéressant le programme de désarmement nucléaire, afin de lancer des initiatives qui contribueront à faire advenir un monde exempt d'armes nucléaires et à en assurer la pérennité.

## Venezuela (République bolivarienne du)

[Original : espagnol]  
[13 mai 2021]

Se référant au paragraphe 13 de la résolution [75/45](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée sur le désarmement nucléaire de 2013 », dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires, le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela présente les informations ci-après :

- Le 19 février 2021, le Gouvernement vénézuélien a publié la Déclaration relative à la propriété, à la possession et au contrôle d'armes nucléaires, dispositifs explosifs nucléaires et programmes d'armes nucléaires sur le territoire du pays, en exécution des obligations que lui font les dispositions de l'article 2 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, dont la République bolivarienne du Venezuela a déposé l'instrument de ratification le 27 mars 2018.
- L'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le 22 janvier 2021, constitue une étape importante sur la voie de l'élimination des armes nucléaires. Ce traité, qui réaffirme la volonté inébranlable de l'humanité d'avancer vers l'élimination des armes nucléaires et constitue la principale avancée juridique obtenue en la matière sur le plan international au cours des dernières dizaines d'années, a des incidences directes sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales.
- L'élimination des armes nucléaires dépend de la volonté politique unanime de l'ensemble de la communauté internationale, mais plus encore de celle des États qui sont dotés de telles armes, pour autant qu'ils s'engagent à garantir l'adoption de mesures efficaces en faveur d'un désarmement général, complet et non discriminatoire, sans deux poids, deux mesures. Malheureusement, on voit aujourd'hui ces États se lancer dans une course à l'armement, sur les plans de

la modernisation, du perfectionnement, du développement, de la production et du stockage de têtes nucléaires et de leurs vecteurs, en contravention des engagements énoncés à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

- Cette course à l'armement nucléaire, qui pourrait aller jusqu'au déploiement de telles armes dans l'espace extra-atmosphérique, et l'augmentation des budgets militaires consacrés à ces armes, sont un sujet de préoccupation et d'alarme. Ces tendances sont le signe d'un recul inacceptable au regard de l'objectif d'élimination des armes nucléaires. Le Venezuela rejette cette approche militariste de l'espace extra-atmosphérique et estime qu'il est essentiel d'œuvrer à l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant propre à empêcher que l'espace devienne une zone de guerre.
- En fondant leurs doctrines stratégiques et politiques de sécurité sur les armes nucléaires comme moyen de dissuasion, une poignée de pays fait prévaloir ses intérêts sur l'intérêt commun de toute l'humanité. Les États non dotés d'armes nucléaires se protègent derrière ces doctrines en laissant les pays en question déployer ces armes sur le territoire d'autres États, dans le cadre d'accords et de traités de défense régionale. Plus honteuse et condamnable encore est la menace de l'emploi de ces armes contre des États qui n'en sont pas dotés.
- Le Venezuela redit sa confiance en l'idée que la prochaine Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui devait se tenir en 2020, aboutira à des progrès significatifs au regard des trois piliers du Traité, notamment en ce qui concerne le respect des obligations énoncées à son article VI et dans son préambule, en exécution desquelles les États dotés d'armes nucléaires doivent poursuivre de bonne foi des négociations relatives à la réduction et à la liquidation de leur arsenal nucléaire. Dans ce contexte, il réaffirme son attachement à l'engagement en faveur du désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace, tel que prévu à l'article VI du Traité sur la non-prolifération.
- Le Venezuela exhorte tous les pays à approuver et à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ainsi que les autres instruments juridiques internationaux dans ce domaine, notamment le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, afin que ceux-ci entrent en vigueur au plus tôt. Il appelle également les États dotés de l'arme nucléaire à s'abstenir de procéder à des explosions expérimentales d'armes nucléaires et à toutes autres explosions nucléaires, à maintenir les moratoires à cet égard et de s'abstenir de tout acte contraire à l'objet et au but du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'universalité de tous les traités relatifs au désarmement nucléaire et le plein respect de toutes les dispositions qui y sont énoncées sont les conditions de l'avènement définitif d'un monde exempt d'armes nucléaires.
- Le Venezuela se joint à l'appel lancé en vue de convoquer, à titre prioritaire, une conférence internationale de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire pour faire le point sur les progrès accomplis dans ce domaine.